



## Cahiers d'études africaines

182 | 2006  
Varia

---

### Jewsiewicki, Bogumil & Klauber, Véronique (dir.). – *Université de Lubumbashi (1990-2002). Société en détresse, pari sur l'avenir*

Paris, L'Harmattan (« Mémoires lieux de savoir - Archives congolaises »),  
2003, 242 p.

Nyunda ya Rubango

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/6001>  
ISSN : 1777-5353

#### Éditeur

Éditions de l'EHESS

#### Édition imprimée

Date de publication : 28 juin 2006  
Pagination : 465-471  
ISBN : 978-2-7132-2090-6  
ISSN : 0008-0055

#### Référence électronique

Nyunda ya Rubango, « Jewsiewicki, Bogumil & Klauber, Véronique (dir.). – *Université de Lubumbashi (1990-2002). Société en détresse, pari sur l'avenir* », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 182 | 2006, mis en ligne le 05 juillet 2006, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/6001>

---

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

© Cahiers d'Études africaines

---

## Jewsiewicki, Bogumil & Klauber, Véronique (dir.). – *Université de Lubumbashi (1990-2002). Société en détresse, pari sur l'avenir*

Paris, L'Harmattan (« Mémoires lieux de savoir - Archives congolaises »),  
2003, 242 p.

Nyunda ya Rubango

---

- 1 Ce travail de 242 pages, intitulé *Université de Lubumbashi (1990-2002). Société en détresse, pari sur l'avenir*, est un volume édité par Bogumil Jewsiewicki et Véronique Klauber. Il fait partie de la collection « Mémoires lieux de savoir - Archives congolaises » dirigée par B. Jewsiewicki et qui compte, de 1999 à 2003, dix-huit publications. Il inaugure une série de cinq publications « consacrées à l'université de Lubumbashi dans son environnement social et culturel, à son personnel enseignant et à ses étudiantes ». La recherche qui a généré l'ouvrage participe d'un projet global, « Le rôle public des universités en Afrique », dirigé par l'Africa Regional Advisory Panel of the Social Science Research Council and the American Council of Learned Societies de New York et qui bénéficie du soutien financier des Fondations Ford et Rockefeller. Introduit par la préface de B. Jewsiewicki, le livre réunit trois « chapitres » de longueur et de nature différentes.
- 2 La première contribution, « Le rôle social de l'Université de Lubumbashi » (pp. 1-120), est un « rapport » élaboré par Donatien Dibwe dia Mwembu, coordinateur dudit projet à Lubumbashi, à l'issue de deux colloques scientifiques tenus au sein même de l'institution et d'une enquête appliquée de janvier à mars 2003 à une population-cible de 137 personnes. Elle s'ouvre sur un aperçu historique de l'enseignement supérieur et universitaire congolais en général et de l'Université de Lubumbashi en particulier. Ici, l'auteur se concentre sur la période charnière, 1990 à 2002, marquée par l'effervescence de la « transition » politique et l'avènement du kabilisme, au cours de laquelle l'institution connaît une « tourmente » continue manifestée par une multiplicité de crises : transformation de l'université d'un « haut lieu de savoir » en un « espace

contestataire », réduction et suppression des ressources de développement et politisation accrue de l'institution, « clochardisation » et « paupérisation » progressives du corps académique, « éclatement et fragilisation de l'esprit de corps professoral » et division des étudiants à l'issue du « massacre » ou des « incidents sanglants » de mai 1990 et du conflit opposant dans la région « originaires » et « non-originaires ».

- 3 Dans la deuxième partie de son travail, D. Dibwe dia Mwembu décrit l'« état des lieux » et analyse les « perspectives d'avenir » de l'institution. Cela conduit l'auteur à dresser une typologie de l'infrastructure de l'université, avant de présenter les résultats de l'enquête effectuée sur l'opinion environnante à propos de divers aspects de la « formation universitaire » (recrutement des étudiants, rôle social de l'université et des enseignants, programmes de cours et filières facultaires, marché de l'emploi, etc.).
- 4 Dans la troisième partie, l'étude se penche sur les possibilités de génération de ressources en mettant un accent particulier sur le « partenariat » avec l'environnement immédiat et les institutions étrangères. L'auteur propose une formule de « coopération-partenariat » en considérant comme modèle d'action typique le projet « Mémoires de Lubumbashi ».
- 5 En dépit de vices et de problèmes mineurs de forme, ce travail affiche un mérite multiple, dont celui même d'exister. Descriptif et analytique, il présente les mutations successives de l'institution avant de s'interroger sur les origines lointaines et immédiates de sa crise multiforme et de suggérer une thérapeutique qui complète le diagnostic du mal universitaire. Nourri des réflexions émises à l'occasion de deux colloques scientifiques et d'une enquête sur la perception de l'université au sein même de l'institution et dans son environnement étroit, il dépasse l'effort de typologisation et de théorisation pour chercher une manière d'équilibre entre le discours mythique et la pratique palpable, entre le logos et la praxis.
- 6 Néanmoins, l'auteur aurait gagné à élaborer la partie introductive, de manière à instruire davantage le lecteur sur le fondement épistémologique, théorique et méthodologique de l'œuvre, à convaincre au mieux ce dernier du crédit d'une enquête limitée à une « population-cible » de 137 personnes – et encore, il aurait été opportun d'explicitier davantage les critères rigoureux de sélection de ce groupe – et à une période d'à peine deux ou trois mois, sur la valeur relative et absolue de « récits autobiographiques » et sur nombre de pierres d'achoppement inhérentes à toute démarche scientifique de ce genre : comment concilier, notamment, l'objectivité et la subjectivité des données et de l'analyse ? ; comment harmoniser les réponses à deux types de questionnaires (les modèles fermé et ouvert) ? Le lecteur serait, par ailleurs, édifié de lire un bref rapport sur toutes les conditions et données de l'enquête, y compris les agents enquêteurs, l'atmosphère d'enquête et l'inventaire complet du (des) questionnaire(s) administré(s).
- 7 Parmi les richesses du volume, on notera l'aperçu sur l'évolution de l'enseignement supérieur et universitaire congolais et nombre de données statistiques, notamment l'articulation des crédits de fonctionnement, les barèmes des enseignants et leur pouvoir d'achat, ainsi que la distribution du corps enseignant et étudiant et leur ratio. Font malheureusement défaut des données précises sur les ressources des bibliothèques et des laboratoires et d'autres outils d'enseignement, de recherche et d'administration, l'organisation globale de la recherche et des publications, l'infrastructure immobilière et la logistique générale. Manquent également un inventaire systématique de groupes religieux, de mutuelles ethniques et régionales et d'autres organisations (notamment les partis politiques et les cercles facultaires), ainsi que des considérations sur les

phénomènes d'ethnicité, de religiosité et de présence féminine dans la communauté universitaire.

- 8 Le rapport souligne le fait que la situation de l'université de Lubumbashi est tributaire de la conjoncture globale du pays et de la région ; que l'université est un microcosme d'une « culture d'antivaleurs », de maux dont souffre la nation entière conditionnée elle-même par les structures du « Parti-État » (tribalisme, clientélisme, corruption) ; qu'elle partage les difficultés communes à la totalité des universités et instituts supérieurs du pays ; mais qu'elle a été secouée par deux crises particulières spécifiques à la région, notamment le massacre des étudiants de mai 1990 et le « conflit Katangais-Kasaïens ». L'image de l'université qui se dégage de ce chapitre et du reste du volume est une image sombre, apocalyptique, devant les échecs et les écueils des réformes successives et les déviations d'un régime politique fort (mais démissionnaire) et d'une politique régionale exclusionniste, le culte d'antivaleurs et la détérioration des conditions de vie et de travail des enseignants et des étudiants. Toutefois, cette image n'est pas entièrement ni définitivement négative. Plus d'une vertu émerge dans un milieu d'allure radicalement corrompue, tel le refus de certains dirigeants – pour ne pas les nommer, les deux premiers recteurs « katangais » – de céder aveuglément aux pressions extérieures et intérieures de « katanganisation » de l'université, de sauvegarder un esprit sain, serein, conciliateur, académique, humanitaire et universel au sein de l'institution, de promouvoir le partenariat immédiat et extérieur et de relancer la coopération avec les institutions étrangères, de réformer les structures, en revisant les programmes de cours, en assainissant l'univers académique envahi par des universités et des instituts « croupions », non viables, en multipliant les « antennes universitaires », les filières et les facultés, en « ouvrant » l'université à un « savoir de masse » et non plus exclusivement ou principalement d'« élite », en générant des moyens de survie académique, matérielle et financière, en assumant « le rôle social de l'université », en tentant tout pour « déghettoiser » l'espace universitaire, etc. Des résultats concrets témoignent d'un effort de rayonnement, d'un espoir de renaissance et de l'assomption de la mission sociale de l'institution, en dépit de la continuité ou de la résurgence du démon politique (phénomène observé dans la nomination, la révocation ou la destitution d'autorités académiques, notamment).
- 9 L'auteur du deuxième chapitre, Julien Kilanga Musinde, est un « Kasapard » à 100 % de par sa formation scolaire et sa carrière académique et administrative dont il a gravi tous les échelons. Son texte tient d'une double motivation : témoigner de son expérience de gestion académique de 1990 à 1997 et justifier l'action commune et sa propre action pour sauver le « bateau ivre » qu'est devenue l'université de Lubumbashi. Ici, le ton de la chronique épique et celui de l'apologie dominant.
- 10 Ses mandats successifs (et particulièrement celui de recteur et de recteur confirmé) correspondent à un « chemin de croix » face aux confrontations journalières de la hiérarchie politique et administrative locale et centrale, de la population, des milieux « katangais » et de la communauté universitaire entière (enseignants, étudiants et agents). Le récit de ce « calvaire » rend compte du désarroi ressenti face aux embûches mais aussi du courage d'affronter tant d'obstacles et la joie inspirée de plus d'une victoire. J. Kilanga Musinde fait preuve d'une grande foi dans la tradition académique, avoue avoir livré une bataille quotidienne, mais achève son propos sur un ton d'amertume tacite, conscient qu'il est d'avoir été victime, à la fin, d'actes conjugués d'injustice (d'où sa

complainte de la « justice blessée »), de méchanceté, d'ingratitude, de machinations politiques, de règlement de comptes et de viol de textes légaux.

- 11 J. Kilanga Musinde déploie une chronologie rigoureuse d'événements qui marquent l'université pendant la transition, mais il y a lieu de regretter sa réserve relative à propos de la manière dont les tractations politiques rongent le fruit de l'académie. Il se montre à peine indiscret (ou aborde la question avec une extrême prudence) au sujet de trois moments de la crise de l'institution : les faits précis de la nuit fatidique du 11 au 12 mai 1990, le mouvement « katangais » prôné par l'uferi (Union des fédéralistes et républicains indépendants) et les transformations sociopolitiques profondes résultant de la fin du mobutisme et de l'avènement de l'afdl (Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo). En s'enfermant dans une synchronie stricte de sept ans qui correspond à son expérience administrative personnelle, il dirige un regard presque monolithique d'un responsable soucieux de légitimer l'autorité, de justifier son action et de montrer son héroïsme au bout d'un parcours semé d'embûches individuelles, collectives et conjoncturelles. Il se garde de juger en profondeur le comportement des dirigeants politiques, dans leurs rapports avec les institutions de l'enseignement supérieur et universitaire, du sommet du pouvoir central de Kinshasa à ses antennes régionales et urbaines locales. Il évoque constamment l'existence d'un « bateau ivre », sans épiloguer sur les origines, les manifestations et les implications de cette réalité ; celle-ci, pourtant, est le fondement du défi quotidien qu'il subit et du pari qu'il tient à gagner au jour le jour. Il manque de mettre à profit son expérience de la chose universitaire pour analyser les réussites, les pierres d'achoppement et les échecs des diverses réformes universitaires congolaises. Il laisse planer un mystère continu à propos d'« événements du 11 au 12 mai 1990 » (p. 132), mot neutre et vague qu'il utilise à dessein, de préférence à la terminologie commune et tendancieuse de « massacre des étudiants ». Le plus souvent, il évoque cet épisode de façon indirecte, à travers des rapports, des relations ou des documents d'autrui, et/ou « au conditionnel », selon le propre mot de l'auteur manifestement réservé devant les spéculations et les allégations de la rumeur, sourd au récit de la « radio-trottoir », noyau de l'opinion populaire. De plus, il n'est pas clair quand il reconnaît, conteste ou doute du phénomène de Lititi mboka, mot de passe désignant la nuit du « carnage », qu'il cite dans le titre d'une section, mais avec une marque de « rejet » (guillemets). De même, il paraît froid devant la tempête des mouvements syndicaux du personnel enseignant et administratif et la vague contestataire des étudiants.
- 12 En dépit de la discrétion, de la retenue, du non-engagement de l'auteur devant certains sujets politiques délicats ou « tabous », un des mérites de son œuvre est le sens de la chronique et des archives. Son témoignage abonde en documents divers que pourront consulter utilement des chercheurs qui s'intéressent à l'histoire du pays, de la région, de l'Université congolaise et de l'Université de Lubumbashi. Un jugement complet et impartial de l'action et de la rhétorique de l'auteur, en tant qu'individu, universitaire et ancienne autorité académique, devra inclure une lecture minutieuse de l'ensemble de ses « discours académiques ».
- 13 Le travail de J. Kilanga Musinde gravite autour des idées-forces suivantes : témoigner d'une expérience personnelle et collective vécue à l'Université de Lubumbashi durant les « années de braise » de la transition ; témoigner des efforts quotidiens déployés pour sauver de l'abîme profond le « bateau ivre » qu'est cette institution ; souligner son mérite d'avoir navigué à l'encontre des tendances « politiciennes » qui envahissaient et

menaçaient de mort l'institution ; mettre en relief un autre mérite, celui d'avoir investi énormément dans la coopération interuniversitaire étrangère, entre autres stratégies de survie et de rayonnement extérieur ; confesser le loyalisme fervent, innocent et désintéressé d'une personne dont le « ministère » (au sens latin de service à une institution publique) n'a jamais été motivé par l'ambition, l'opportunisme (p. 180), mais qui aboutit, au terme de sa quête, au constat machiavélique de la méchanceté et de l'ingratitude humaines.

- 14 La troisième et dernière partie de ce volume, de bien moindre étendue (20 pages), a ceci de commun avec la précédente qu'elle rend également compte d'une expérience de gestion de la même institution, mais elle s'en écarte sur quelques plans : la période considérée (1997-2001) correspond aux quatre premières années d'un nouveau régime politique, la III<sup>e</sup> République ; malgré sa brièveté relative, le texte est délibérément centré sur des « réflexions » fondées sur une expérience personnelle. En effet, il n'entend pas établir un rapport, un bilan, un « état de lieux » détaillé, systématique de l'institution ; il met en relief les maux dont elle souffre et les stratégies arrêtées pour endiguer ces derniers.
- 15 Nommé à la faveur de la tendance congolaise commune de privilégier les « autochtones », Kakoma, « soixante-huitard », a joui du privilège d'une expérience multiple et enracinée dans les trois pôles majeurs de l'Université congolaise : ancien « Lovaniard », témoin et acteur des événements de juin 1969 et 1971 ; ancien « milicien » et « réserviste » ; ancien membre du corps scientifique et académique de l'Université de Kisangani (UNIKIS) et de l'Université de Lubumbashi (UNILU), ayant gravi tous les échelons, de l'assistanat à l'ordinariat ; fort d'une formation doctorale belge (1983-1987) et d'une expérience variée de gestion académique, en tant, respectivement, que chef de département, vice-doyen, doyen, directeur des cliniques universitaires et finalement recteur.
- 16 D'entrée de jeu, Kakoma diagnostique ouvertement le mal profond de l'institution, un fruit du « Parti-État » et une victime des déviations, incohérences et irrationalités des autorités centrales, de l'« incurie de la classe dirigeante de Kinshasa » (p. 233) – un jouet du pouvoir en place. De la II<sup>e</sup> à la III<sup>e</sup> République, il conclut à la/une continuité à propos de la condition du professeur d'université congolais réduit à l'état de « mendiant, haillonneux et dépersonnalisé » (p. 224). Il lie, de manière explicite, la misère et la mort de l'université à la conjoncture politique et sociale nationale (p. 241), et voit dans l'absence ou la négation d'un État de droit la boîte de Pandore des maux congolais.
- 17 Héritier d'une situation de longue date pourrie, témoin d'un pari gagné, membre, acteur et responsable de « cette université qui continue à tenir le cap dans un environnement délabré et menaçant » (p. 231), Kakoma inscrit son nom au panthéon des héros qui refusent de cautionner la mort de l'institution, tentent tout pour sauver cette dernière et font montre d'un loyalisme rare.
- 18 Le mandat de Kakoma se situe dans une nouvelle ère (afdélienne et kabiliste), mais l'institution qu'il dirige souffre encore des effets de deux crises qui ont particulièrement secoué le milieu universitaire lushois, phénomènes que l'auteur évoque crûment, sans réserve ni détour, sans rhétorique ni euphémisme, à savoir, d'une part, les « événements malheureux de mai 1990 (massacre sur le campus universitaire » (p. 238), et, d'autre part, le « conflit douloureux [Kasaï vs Katanga] à l'issue duquel tout le monde a perdu » (p. 239). Comme thérapeutique de la dernière tragédie, il propose aux deux communautés antagonistes « trois principes qui sont comme les trois volets d'un triptyque de

convivabilité : Intégration-Justice-Réciprocité ». Il invoque, par ailleurs, le principe romain qui fustige par excellence l'exclusionnisme ethnique, régional et national : « *Ubi bene, ibi patria*. » En tant qu'autorité académique, il assigne à l'université un « rôle de conciliateur impartial dans le conflit Katangais-Kasaïens » (p. 240).

- 19 Kakoma se réjouit d'un bon nombre de ses réalisations sans, toutefois, étendre ses « réflexions » sur les dangers de certaines réformes antérieures et certaines innovations. Il semble ignorer quelques questions fondamentales, notamment, « dans un environnement en ruine et en panne de créativité » (p. 236), dans le contexte local, national, continental et mondial, que vaut une formation « de masse » substituée à une formation d'« élite » ? Comment transcender les limites, résoudre les conflits, corriger les tares et prolonger les mérites des universités congolaises successives, des modèles coloniaux belges aux modèles postcoloniaux des trois Républiques ? Que valent, sinon un défi problématique, une résurgence d'universités « croupions », une prolifération d'« antennes » ou « extensions » universitaires, de facultés, de départements, de « filières », etc., devant l'insuffisance de ressources humaines (enseignants et chercheurs qualifiés) et matérielles (infrastructure globale de l'université, conditions de vie et de travail de la communauté universitaire, du personnel enseignant, administratif et technique et du corps étudiant, capacité d'accueil des auditoires et des résidences, équipement des bibliothèques, des laboratoires et des bureaux, outils de recherche et de gestion administrative et académique, moyens de publication et de rayonnement local et extérieur, etc.) ? Que valent les actions et les projets d'une institution scolaire qui, comme l'État congolais global, ne dispose pas de moyens de sa politique et/ou n'élabore pas de politique judicieuse de ses moyens ? À quoi bon disperser les efforts, en multipliant les unités, surtout ces « extensions » bien éloignées de la base, avant de s'assurer d'une gestion saine et du contrôle absolu du noyau ? Quelles leçons aura-t-on tirées des réformes de 1971 et de 1981 ? La morphologie actuelle de l'Université de Lubumbashi, avec ses trois « Écoles » ou « Instituts » supérieurs, ses dix facultés et ses sept « antennes » ou « extensions », ne présagerait-elle pas d'une situation problématique, comparable au « monstre-géant » difficilement administrable de l'unaza (Université nationale du Zaïre) d'hier, composé de trois « campus universitaires » et d'une trentaine d'instituts supérieurs ? Ne serait-il pas opportun de repenser les concepts de « partenariat » et de « coopération » sur la base d'un constat ou d'un aveu comme le suivant, qui ne loue pas notre dignité et notre indépendance : l'« environnement local, même avant ces temps difficiles, s'est toujours montré sourd aux sollicitations de cette dernière [Université de Lubumbashi] en vue d'un partenariat susceptible de la valoriser. Il est vraiment gênant de ne compter que sur les partenaires étrangers pour la renaissance de nos universités » (p. 230) ? Dans le cas de la « coopération interuniversitaire » ou « internationale »/« étrangère », s'agit-il réellement d'une action bilatérale, d'une concertation, d'une collaboration, d'un dialogue qui met face à face des partenaires concrètement égaux ou d'une pratique qui prolonge d'une manière ou d'une autre l'inféodation du « Sud » au « Nord », « la dépendance de l'Afrique et les moyens de ne jamais y remédier » ?
- 20 Les deux témoins et analystes s'accordent sur une réalité : la déchéance humaine et matérielle de l'institution et la situation pourrie dont ils héritent. Toutefois, ils abordent différemment ce phénomène. L'un est muet au sujet des racines profondes de cette crise, tout en nommant le symptôme principal. « La misère noire au sein de la communauté universitaire », écrit Kilanga, « entraînait un manque de motivations des membres du

corps enseignant et de la réduction sensible du personnel enseignant » (p. 187). Poussant plus loin l'analyse, l'autre lie le fléau global au « système de pensée unique » du « Parti-État de Mobutu » ainsi qu'au « mépris de l'université, de ses animateurs et de ses pensionnaires » (p. 233) ; il fustige, en outre, « l'incurie de la classe dirigeante » de Kinshasa et de la région. Les deux acteurs se félicitent d'avoir opéré des miracles gratuits pour sauver et faire rayonner un corps agonisant – pur patriotisme et pur loyalisme académique obligeaient –, mais concluent au même sentiment d'incompréhension, d'ingratitude et d'hostilité conjuguées de la part de la hiérarchie et de la communauté environnante. Ils disent leur propre personne et les institutions qu'ils ont dirigées victimes de la surpolitisation de l'université et de la démission croissante du gouvernement. Leur dernier mot mêle contemplation ou émerveillement, amertume ou incrimination, et espérance d'un futur radieux – c'est là avoir la foi que, à l'exemple du phénix, l'Université congolaise en général et l'Université de Lubumbashi en particulier renaîtront, tôt ou tard, peu ou prou, de leurs propres cendres.